

Annexes

Table des matières

<i>Annexe 1 : Interview Monsieur Abdallahi (ministère du développement rural).....</i>	<i>2</i>
<i>Annexe 2 : Interview Monsieur Abder (UE).....</i>	<i>6</i>
<i>Annexe 3 : Interview Monsieur Watara (World Vision).....</i>	<i>14</i>
<i>Annexe 4 : Interview Mesdames Choquel et Touyer (GRDR)</i>	<i>21</i>
<i>Annexe 5 : Interview Monsieur Ly Mamadou est expert pour le projet au PNUD</i>	<i>32</i>
<i>Annexe 6 Interview Monsieur Khairy Mohamed est coordinateur du projet MINIGRIDS ..</i>	<i>32</i>
<i>Annexe 7 : Interview Monsieur Babe Fall Yedali est le premier responsable exécutif de l'ONG « au secours ».....</i>	<i>33</i>

Annexe 1 : Interview Monsieur Abdallahi (ministère du développement rural)

Moctar : Pourriez-vous, s'il vous plaît vous présenter ?

Abdallahi : Bien sûr, je m'appelle Abdallahi Ould Baba Ould Zeidane , je suis directeur des stratégies de la coopération et du suivi et évaluation au ministère du développement rural. J'ai pour missions principales d'élaborer les stratégies de coordination avec les directions centrales du ministère et les structures décentralisées, à assurer la planification, éventuellement le cadre des dépenses à moyen terme, on est là-dessus actuellement. Je suis l'interface avec nos partenaires techniques et financière pour l'élaboration des projets et des requêtes. J'ai aussi en charge le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de tous les programmes et projets. Je suis chargé de la coopération technique et financière. Dans ce cadre, je m'attelle surtout, avec mon équipe qui travaille avec moi, à élaborer des programmes d'activités qui sont déclinés des orientations générales de la politique générale du gouvernement et de référencer les stratégies dont on dispose, essentiellement, de la stratégie nationale de la sécurité alimentaire, la stratégie pour le développement du secteur rural et nous avons les plans nationaux déclinés de ces stratégies, le plan national du développement de l'agriculture et celui de l'élevage. Ces plans nationaux et ces stratégies sont donc accompagnés par la mise en œuvre d'une loi d'orientation agro-pastorale qui cadre un peu le cadre institutionnel et législatif de tous les programmes que nous mettons en œuvre au niveau national. Depuis quelques temps, avec le changement climatique, il faut tout d'abord dire que notre mission à nous au niveau du ministère du développement rural, c'est de développer l'agriculture et l'élevage dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la production et la productivité. Nous nous heurtons à pas mal de problème dont essentiellement les problèmes liés aux changements climatiques. Pour cela, nous avons introduit l'aspect renforcement de la résilience des populations pour qu'elles soient résilientes a ces changements climatiques et pour que la production s'adapte dans le cadre leurs production, dans le cadre de leur activités à continuer à subvenir à leurs besoins alimentaires le mieux possible. Dans ce cadre, donc, nous avons, avec nos partenaires techniques et financiers, identifié par mal de programme innovant dans le renforcement de la résilience de ces populations. Ces projets de résilience s'orientent vers l'introduction de nouvelles techniques d'adaptation, les choix qui sont assez multiples et qui touchent beaucoup de domaines. Il y a tout d'abord, le choix des semences adaptées, la réalisation d'ouvrage structurale de régulation de retenue d'eau, la réalisation de digues de protection en cas d'inondation d'eau. Il y a pas mal donc d'ouvrage qui accompagne ces programmes qui concrétise un peu ces programmes de renforcement de résilience. Il y aussi, tout un aspect de développement, d'adaptation de production animal et végétale. Dans ce cadre aussi, nous avons essayé d'identifier suivant un mapping bien déterminé, les zones les plus menacées, les plus vulnérables au changement climatique et pour lesquelles nous avons orienté un peu nos activités.

Moctar : Est-ce que le point important pour vous est la région ou la population ? Est-ce que votre soutien porte sur une dimension régionale, territoriale ou plutôt sur une dimension humaine, familiale, individuelle ?

Abdallahi : Il faut dire que nous, l'humain est au centre de nos activités mais on travaille avec l'humain la zone agro-écologique pour l'adapter et adapter les activités humaines au changement climatique. Ca veut dire quoi ? L'homme, on l'adapte, on a des itinéraires techniques adaptés au changement climatique mais on a encore des itinéraires techniques nouveaux, innovant qui doivent accompagner son comportement pour mieux exploiter les nouveaux ouvrages lui permettant d'être plus résilient. Nous avons introduit la notion de l'agriculture intelligente, c'est-à-dire le peu d'eau de surface que nous avons constitué suite aux précipitations. Nous en retenons le maximum, par la construction d'ouvrage de rétention d'eau, des digues, des diguettes, parfois des seuils et nous essayons d'intégrer un peu l'activité pour diminuer la pénibilité du travail des ménages.

A veut dire quoi ? Ca veut dire que, vous savez, dans le temps, les paysans, les ménages avaient une vingtaine d'hectare et ils en récoltent 300 à 400 tonnes par hectare. Actuellement, nous essayons de limiter la superficie et d'intégrer toute les activités de production aussi bien agricole qu'élevage et essayer d'augmenter la densité et d'en produire le plus. Il y a les deux dimensions. Nous intervenons par ce qu'on appelle une dimension paysagiste, c'est-à-dire on prend tous les paysages en considération mais l'homme quand même, l'homme avec H majuscule naturellement, l'homme est au centre de notre activité.

Moctar : Comment pouvez-vous mesurer cette résilience ? Quels sont les éléments qui vous permettent de dire aujourd'hui, la population est résiliente à un niveau X et à partir d'un autre moment, on peut considérer que cette population à augmenter ou diminuer sa capacité à faire face aux choc exogènes du au changement climatique ?

Abdallahi : Il y a deux choses, il y a des phénomènes naturels qui arrivent, qui parfois portent préjudice à beaucoup de réalisation, d'infrastructures et qui perturbent un peu le système de production. Donc on mesure un peu la capacité de résilience, comment le système de production agro-écologique a pu être maintenu par les bénéficiaires de nos projets de résilience malgré les phénomènes climatiques qui se produisent. Et là je vous dis une chose au passage, à chaque fois que l'on démarre un projet de renforcement de la résilience, on fait une situation de référence. Dans quel état nous avons trouvé la zone qui sera couverte par le projet de résilience et on fait un suivi de comportement. Si tout va bien, il n'y a pas de problème mais quand il y a un fait majeur perturbateur du processus de développement, nous essayons de voir comment les bénéficiaires peuvent se comporter vis-à-vis de ce phénomène pour ne pas perturber le processus de développement.

Moctar : C'est pour maîtriser les conséquences des chocs ?

Abdallahi : Absolument. En réalité, la résilience, c'est s'adapter, mais on peut toujours revenir à la situation normale à la situation de départ.

Moctar : C'est trouvé son niveau de vie après un choc externe du au changement climatique ?

Abdallahi : Oui, il faut pas qu'il soit toujours avec un degré de, c'est-à-dire que, il ne faut pas, le comportement, quand il s'agit de, quand il y a un phénomène naturel, quand on se comporte de manière convenable pour contrôler les effets.

Moctar : Quel lien trouvez-vous entre les moyens qui vont permettre le développement et les moyens qui permettent la résilience ? Faites-vous une différence entre ces deux concepts ?

Abdallahi : Absolument. C'est-à-dire que, la résilience s'est dotée les populations objet de changement climatique ou des perturbations d'une manière générale climatique qui peuvent porter préjudice à leurs survie même parfois, à leurs niveau de vie, à leur alimentation, à leur sécurité alimentaire, donc c'est des comportements qu'on fait apprendre à des ménages ruraux dans le domaine de la sécurité alimentaire parce que ça c'est la résilience agro-pastorale. Je vous en parle ici, de la résilience agro-pastorale. C'est doté ces populations de comportement adapté pour faire face à des changements climatiques ou à des perturbations qui perturbe un peu le système de développement qui est mis en place. Maintenant, le développement en soi, c'est le changement des modes opératoires de gestion pour rentabiliser un peu l'activité, faire de cette activité une activité génératrice de revenus, faire de cette activité un impact qui n'est pas seulement de survie mais plutôt économique et là, on travaille en parallèle pour les deux.

Moctar : Il est claire pour vous qu'il y a une scission entre deux concepts ?

Abdallahi : Il y a une scission mais il y a aussi une complémentarité. Nous on travaille pour que les chocs, le fait de travailler pour que les chocs ne perturbent pas le système de développement qu'on met en place. C'est un peu ça la résilience.

Moctar : Ils sont étroitement liés ?

Abdallahi : Ils sont étroitement liés. Nous, nous avons des programmes de développement qui sont à chaque fois menacé par la faiblesse de résilience de nos sujets. Donc, il faut, tout d'abord, rendre nos sujets résilients et continuer à faire nos programmes de développement.

Moctar : Est-ce que ces financements sont exclusivement financer par l'UE ou par d'autres partenaires ? Qui sont les partenaires qui financent ? Est-ce l'État Mauritanien prend en charge sur ces propres fonds une partie et dans quelle proportion les bailleurs de fond interviennent et qui sont les financiers ?

Abdallahi : L'État Mauritanien est le premier bailleur de fond, si j'ose dire, C'est-à-dire, c'est lui qui prend en premier lieu le coût du renforcement de résilience des populations même si le concept est nouveau pour l'État Mauritanien et c'est grâce au partenariat technique et financier que nous avons introduit cet aspect de prise en charge de renforcement de la résilience. Mais aussi, nous avons l'UE qui est donc le peloton de tête, si j'ose dire, de renforcement de la résilience parce que nous avons 3 programmes majeurs le programme SANAD, qui est donc le renforcement institutionnel en Mauritanie pour la résilience agropastoral, le renforcement institutionnel en Mauritanie pour le renforcement des infrastructures rurales et le renforcement institutionnel en Mauritanie pour le renforcement des filiales. Le RIMRAP, le RIMDIR et le RIMFIL. Nous avons reçu la banque Africaine de développement qui a financé un projet sous régional pour le Sahel, la région du Sahel dont la Mauritanie. La banque islamique de développement a financé un autre similaire et nous, en tant que planificateur ici au niveau de notre secteur, on fait de telle sorte, de bien répartir géographiquement les interventions de tous ces partenaires techniques et financiers et de l'État dans les zones géographiques les plus appropriées, les plus vulnérables sans pour autant

avoir des duplications pour éviter un peu la duplication. Mais je crois que tous les bailleurs de fond, les partenaires techniques et financiers, l'État Mauritanien, tout ça c'est des activités donc qui sont en parfaite harmonie et cadre parfaitement avec les orientations de la politique générale du gouvernement et du programme du président de la république qui fait des populations les plus vulnérables, une population les plus ciblées par ces programmes de développement.

Moctar : Avez-vous un dernier mot à dire ? Quelles sont vos impressions, votre lecture de l'avenir et quels sont les obstacles qu'ils faut peut-être travailler dessus pour augmenter cette capacité des populations rurales à être plus résiliente ?

Abdallahi : Je crois que, j'ai un espoir avec notre approche participative de prendre, de faire des auditions publiques au niveau des communautés ciblées, savoir leurs problèmes, faire des périodes d'essais sur leurs comportements vis-à-vis de certaines contraintes qu'ils rencontrent actuellement et voir comment ils réagissent pour capitaliser les expériences positives des projets qui sont déjà mis en œuvre dans d'autres zones qui ne sont pas encore couvertes. Mais je crois que c'est un exercice de longue haleine parce que, malheureusement, la situation ne fait que se détériorer et l'effort humain, l'effort du partenaire, l'effort du gouvernement par rapport à certains phénomènes grandeur nature, reste toujours assez ... l'échelle n'est pas la même. Mais nous avons espoir de continuer la bataille et on espère qu'il fera bon demain.

Remerciements

Annexe 2 : Interview Monsieur Abder (UE)

Moctar : ?

Abder : A l'origine, le cadre résiduel était plutôt utilisé en psychologie et pas tellement dans le domaine du développement, et puis, depuis quelques temps, il y a eu, quelques projets, de approches, en particulier de l'UE, qui ont mis en avant cet aspect qui concerne cette capacité de « se régénérer » dans un milieu qui est contraint par des crises et pas des chocs.

En ce qui concerne la Mauritanie, évidemment, on est dans un contexte agro-écologique en ce qui concerne la résilience des populations rurales, on est sur deux contextes agro-écologiques, un contexte Saharien et un contexte Sahélien avec des zones intermédiaires Sahélo-Saharienne mais où on est très contraint par les aléas climatiques sans pour autant qu'il y ai crises, vous avez des années avec des bonnes pluies, des années avec des mauvaises pluies, des cycles. Et sur 5 ans, vous avez 3 ans correctes et 2 ans difficile en terme de pluie et puis, on constate depuis quelques années, selon les observateurs, qu'à partir des année 60, on a eu l'impact du changement climatique avec des années de crises plus fréquente et avec un dérèglement saisonnier qui fait que le pluies étaient irrégulières. Soit vous avez un début de pluie qui s'interrompt puis reprend et qui finalement déstabilise complètement les population quant à leurs habitudes.

Moctar : J'aurais voulu vous interrompt afin de vous poser une question sur votre institution. Est-ce que vous pouvez nous présenter le RIMRAP ?

Abder : Le programme, se focalise sur la résilience. Son intitulé exact est le renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale. C'est un programme qui découle d'un certain nombre de recommandation de la RESA, qui est la revue sectorielle qui avait été réalisée en 2013-2014 avec un financement de L'UE et qui avait été réalisé conjointement avec l'appui de l'UE et du ministère du développement rurale de l'époque. Un certain nombre de recommandations étaient sorties desquelles avait découlé la nécessité de mettre en place un financement à travers le 1^{er} secteur de concentration de l'U.E., en l'occurrence la SABAM qui signifie sécurité alimentaire et nutritionnel et agriculture durable. Ce 1^{er} secteur de concentration de l'U.E. était inclus dans le 11 FED. Les tranches de financements, qui touche les pays ACP. En l'occurrence, le montant de 80 million d'euros entre 3 programme. Le RIMRAP, qui est le 1^{er} épisode d'une feuilleton à 3 épisodes (RIMRAP – RIMDIR et RIMFIL). Le RIMRAP est le renforcement institutionnel, le RIMDIR est le renforcement infrastructurel et le RIMFIL est le renforcement des filiales émergentes. Par rapport au RIMRAP, l'idée, c'est qu'on peut avoir un impact sur le renforcement de la résilience à travers une approche de renforcement institutionnel. C'est-à-dire que on agit sur les politiques publiques, sur le renforcement des politiques publiques pour renforcer la capacité de résilience des populations rurales qu'elles soient au niveau agricole.

Mais, cela dit, on a un positionnement sur 2 pôles, un pôle centrale en immersion au niveau des ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage, et un focus sur les régions à travers 4 Wiliya qui sont focalisés, il y a le GUIDIMAKA, l'ASSABA et les deux HODH. Donc, pour la mise en œuvre du programme au niveau des régions, elle est confiée à des consortiums d'ONG qui travaillent en articulation avec les services déconcentrés de l'administration.

Moctar : Pourquoi le choix s'est porté sur ces 4 régions ?

Abder : C'est par rapport aux déterminants de la pauvreté, par rapport au niveau de paupérisation et de d'insécurité alimentaire des populations. Ce qui ressortait d'un certain nombre d'étude est que, pendant la période faste de la Mauritanie, quand le cours de métaux étaient élevés, on a constaté paradoxalement un appauvrissement des populations rurales dans ces zones-là. Donc l'idée était de pouvoir renforcer les structures de l'état et travailler sur ces 4 zones là tout en ayant une approches nationale puisque l'idée est de pouvoir avoir un impact sur les politiques publiques.

Moctar : Revenons à la question du financement qui est 100% financer par l'UE ?

Abder : Pour certains volets, il y a un co-financement de l'Allemagne et de l'Espagne. L'Allemagne, c'est sur la composante « recherche et formation » et l'Espagne c'est sur la composante renforcement institutionnelle.

Moctar : Et cela, c'est dans le cadre de l'aide au développement bilatérale ?

Abder : Voilà. Le fonctionnement de l'UE sur certains programme et certains projets, c'est de confier la réalisation de certaine composante ou de la totalité à des États membres et ces états membres ont une contribution. Dans la délégation, il doivent contribuer financièrement aussi mais, la majorité ou presque la quasi-totalité provienne du fond européen de développement (le FED). Dans le cadre des ACP et dans le cadre d'une convention bilatérale entre l'UE et la république Islamique de Mauritanie.

Moctar : Comment peut-on mesurer la résilience des populations ? Autrement dit, quels sont les instruments qui vous permettent de dire qu'aujourd'hui, une population est résiliente, et est-ce que, si ce constat est réalisé, est ce que cela aura comme conséquence l'arrêt de ces projets qui renforcent la résilience ?

Abder : Il y a déjà une grande question que l'on doit se poser. Est-ce que on doit rester stricto sensu sur le terme résilience quand on appuie le développement rurale, car en réalité, la résilience signifie la capacité de revenir au point zéro. Mais si le point zéro n'est pas très très élevé, comme son nom l'indique, on peut se poser des question sur justement l'impact qu'on aura à faire émerger les populations en terme socio-économique et faire en sorte elles sortent de la pauvreté. Parce que vous pouvez être pauvre au départ, subir un choc, arrivé à une situation d'insécurité alimentaire, finalement être appuie, revenir à votre état initiale qui ne vous ramènera qu'à l'état de pauvreté que vous aviez au départ. Ce n'est pas vraiment le but du développement. Donc, en fait, avoir des systèmes qui restaurent vos conditions de vies, c'est-à-dire, votre accès à la ressources, vos accès au marché, votre niveau de production, c'est cela qu'il fait quantifier. Cela peut être une 1^{er} pas. Mais on peut se rendre assez rapidement compte que la résilience, en tant que telle n'est pas suffisante, et ce que qu'il faut viser c'est une sortie de la pauvreté à travers l'appui à l'accès aux services sociaux de base à l'accès aux intrants, à une facilitation en terme de production, à l'accès au marché. Donc c'est tous ces éléments-là qui.

Moctar : Il y a une articulation entre le développement dans sa vision globale et la résilience.

Abder : Oui, bien sûr, absolument ! C'est-à-dire, il faut partir du principe que nous sommes dans des régions qui sont riches mais fragiles. Elles sont fragiles car elles connaissent des aléas. Donc, par rapport à ça, le but recherché, c'est de faire en sorte, que on puisse intégrer ces aléas dans les cycles et faire en sorte que on ne mettent pas les populations en danger et en situation d'urgence, en situation d'insécurité alimentaire, et que chaque fois, les aléas soient intégrés dans les modes de production pour faire en sorte que ils rebondissent. Les populations, à l'origine, savaient bien faire ça. Si vous prenez, par exemple, les populations pastorales, c'est certainement les populations qui étaient le mieux, le plus adapté à ces questions d'aléa. C'est-à-dire que, d'une année sur l'autre, vous avez un système qui était un système nomade ou transhumant et donc il y a un déficit de pluie, on bouge, de toute façon, la transhumance se faisait systématiquement. En saison des pluies, vous remontez vers le nord et en saison sèche, vous redescendez vers le sud. C'est-à-dire, là où il y a de la ressource pastorale, là où il y a l'eau. Donc, il y avait une anticipation qui faisait que de toute manière, si on allait pas à l'est, on n'allait à l'ouest parce que on avait appris par le bouche à oreille ou pas les informations sur les marchés que cette année, attention là-bas !, il n'y a pas eu de pluie donc il faut augmenter l'itinéraire de transhumance, l'amplitude, revenir plus tard ou revenir plus tôt.

Moctar : C'est une forme d'adaptation ?

Abder : C'est-à-dire qu'il y avait des stratégies qui étaient traditionnelles d'adaptation aux contraintes qui étaient toutes à fait intégrées dans les modes de vie et dans les modes de production. Aujourd'hui, on a des complications, les complications sont du fait que, la mobilité est moins évidente et que déjà, la mobilité ordinaire, celle qui consiste à faire revenir le cheptel du nord vers le sud est contrarié parce que, d'une année à l'autre, les terres qui étaient dévolues au pastoralisme, aux pâturages, sont occupées. Parce que vous avez une remontée du fait de la démographie, une remontée du front agricole et vous avez, donc, des conflits qui apparaissent sur l'utilisation de l'espace. Donc par rapport à ça, vous avez une précarisation, et cette précarisation-là, c'est elle, justement qui aggrave les conséquences des aléas qui étaient normalement complètement intégrés dans l'existence des pasteurs.

Moctar : Ne pensez-vous pas que la sédentarité aussi apporte un point d'ancrage, un point de fixation des populations qui nécessite...

Abder : Le problème est que la sédentarité, elle est contraire aux modes de production pastorale. C'est à dire, que vous avez 20 millions d'animaux entre bovins, ovins, caprins et camelins en Mauritanie. Si vous stopper la transhumance, vous ne pourrez absolument pas avoir cet effectif. C'est-à-dire que vous revenez 1 an après, et vous allez voir 20 millions de carcasses. Parce que le système à 95% est basé sur la mobilité, sur ce déplacement vers la ressource. C'est-à-dire que vous ne mettez pas les animaux dans une étable et vous leurs ramenez à manger, de la nourriture, du foin, vous les emmenez vers la ressource et il y a un savoir-faire générique qui est ancestral de la part de pasteur qui savent exactement où aller, quand il faut aller, quel pâturage il faut aller, vers quel point d'eau il faut aller, etc. Comment mener le troupeau, etc. Donc, tous ces systèmes-là, aujourd'hui, sont perturbés par le fait que la mobilité n'est plus aussi évidente parce que l'espace est occupé par d'autre chose, par le

fait qu'il y a des impacts, certes climatique, qui raréfie la ressource et donc comme tout cela s'additionne, cela impact énormément.

Moctar : Quels sont les obstacles que vous rencontrez dans l'exercice de votre mission ?

Abder : Les obstacles, c'est qu'on arrive dans un contexte institutionnel qui est affaibli. C'est-à-dire qu'on a des ministères qui ont peu de moyens et des services déconcentrés qui sont très faibles. En plus de cela, on a tout ce qui concerne l'appui aux producteurs qu'ils soient pastoraux ou agricoles qui est réduit à sa plus simple expression. C'est-à-dire, les centres de formation et les centres de recherche, et on a parfois une mauvaise compréhension des enjeux. C'est-à-dire, il peut y avoir une très bonne volonté de la part d'un gouvernement ou d'un ministère à faire évoluer vers le mieux le secteur, pour autant les solutions ne sont pas toujours adaptées. Donc on arrive avec des approches « projets » qui sont très cantonnées dans le temps et dans l'espace et on pense que cela va pouvoir changer tout et améliorer tout, etc. Or, le problème c'est que, vous avez rarement, une capitalisation qui soit suffisante pour faire après « tâche d'huile » et pour pouvoir impacter vraiment ces stratégies sectorielles de ces politiques publiques. Donc on a, une certaine déperdition, même si on peut avoir « un mieux » pendant le projet pour autant il n'y a pas de prise de relai au niveau de l'appareil technico-institutionnel pour pouvoir vraiment, après, déteindre un petit peu sur l'évolution du secteur, favoriser l'émergence de filières et finalement avoir des retombées socio-économiques suffisantes pour les populations. Donc les populations se maintiennent dans un état de précarité, de paupérisation et, du fait des mutations intenses, dont je parlait tout à l'heure, on retrouve une accentuation de cette vulnérabilité.

Moctar : Donc, finalement on peut dire qu'il y a une carence d'efficacité dans les objectifs ?

Abder : Il y a certainement une carence parce que les politiques publiques n'ont pas été suffisamment efficaces et n'ont pas disposés de moyens suffisants. Ou alors, c'est des moyens qui se sont un petit peu dissout dans l'océan de ces besoins.

Moctar : Pensez-vous que, impliquer les populations, les bénéficiaires, je concède qu'il y a des difficultés au niveau de l'éducation, au niveau de la compréhension du concept, mais pensez-vous qu'en impliquant de plus en plus les populations bénéficiaires, nous pouvons, peut-être, un moment donné, arriver à faire le pont entre le projet cantonné dans le bureau et ...

Abder : Alors, c'est essentiel et c'est une des grandes carences des politiques publiques. Alors dans le cadre du RIMRAP, on a une composante qui s'appelle « plateforme de dialogue sectoriel ». Et cette plateforme de dialogue sectoriel, elle a pour objectif de mettre en place des cadres de concertation et qui puisse, justement, permettre l'inclusion dans la concertation et dans la réflexion des acteurs ruraux, c'est à dire les acteurs institutionnels, les acteurs techniques, les acteurs socio-professionnels et les partenaires, etc., de manière à pouvoir mener un débat, des débats, même des débats contradictoires qui puissent finalement déboucher sur une réflexion appuyée par une expertise technique et pouvant proposer une aide à la décision, justement, pour les politiques. Le but étant, le principe étant que quand on associe les bénéficiaires, les intéressés, les populations, les acteurs de filières, etc., à l'élaboration des politiques publiques et des stratégies sectorielles et également à leur mise en

œuvre, on se rend compte de cette efficience dont on parlait tout à l'heure. Et là, il y a cette difficulté que on a pas vraiment une tradition dans l'administration d'association de ces acteurs, justement, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Alors, on pourrait dire que le RIMRAP, il agit sur 2 choses, il agit sur l'amélioration de cet appareil qui consiste à renforcer les services déconcentrés, les services centraux à faire remonter les données, l'information, pour qu'elles soient analysées dans des services de suivi-évaluation et qu'elles donnent les éléments de décision au niveau stratégique et politique mais vous ne pouvez pas vous suffire de ça. Il faut pouvoir, après, ces politiques publiques les légitimer par, justement, la concertation et l'écoute des acteurs. Une fois que vous avez ces 2 billets, vous pouvez repartir sur des politiques publiques qui vont être beaucoup plus efficiente parce que elles seront moins contredites parce que vous aurez fait participer en amont les principaux intéressés et vous les associerez même dans la mise en œuvre.

Moctar : Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ?

Abder : Ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui même s'il y a des progrès, même s'il y a des ouvertures et une prise de conscience que cette concertation. Alors, il y a eu, il y a bien eu des cadres de concertation qui ont été mis en place mais c'est plus des boîtes d'enregistrement, c'est plus des courroies de transmission, c'est pas vraiment des cadres où vous avez eu un acteur agro-industriel ou un acteur socio-professionnel qui dit les choses, etc. qui sont pris en compte, qui s'affronte dans les idées avec, et puis qui finalement est amené dans un processus consensuel où on va finir par trouver le bon arrangement, celui de la vision de l'état, celui de la vision des acteurs et qui va finalement être traduit en décisions qui vont se faire pour, en tout cas, le meilleur, on va dire, pour l'avenir du développement du pays. Et pour le moment, ce n'est pas tout à fait le cas.

Moctar : Alors, tout à l'heure on a parlé du développement, du développement dans sa globalité et vous savez que l'accord de Cotonou, qui arrive à échéance l'année prochaine a mis dans l'un de ces objectifs principaux et l'instauration de ce qu'on appelle les APE, les accords de partenariat économiques qui ont déjà été signés par la Mauritanie en 2014, pensez-vous que cette nouvelle orientation qui utilise le commerce comme un levier de prospérité, comme un levier qui pourra apporter le développement, pensez-vous que c'est ce dont la population mauritanienne, vu votre connaissance du terrain, votre connaissance ici, pensez-vous que l'orientation est bénéfique pour la Mauritanie ?

Abder : Alors, encore une fois, on a remarqué que enfin depuis des décennies maintenant, que vous pouvez voir des chiffres de croissance élevés donc vous pouvez avoir des croissances à deux chiffres, et pour autant très peu de retombée pour les populations. Alors, on peut s'imaginer qu'on va trouver un moyen de fructifier un petit peu toutes les richesses dont recèlent le secteur rural en Mauritanie. Et on va avoir des productions qui vont augmenter et finalement, arriver à une prospérité apparente de ce secteur. C'est pas aussi simple parce que, une fois encore, je vous disais, même si ça ne concernait pas le secteur rural, la Mauritanie a eu une ère de prospérité et la population n'en a pas suffisamment bénéficié. Donc, aujourd'hui, il faut essayer d'affiner les approches et ne pas rester que sur des approches strictement commerciales. Il faut que cela soit des approches, certes commerciales parce que le monde est fait d'échange commerciaux, mais ça ne peut pas se faire au détriment justement des retombées socio-économiques sur les producteurs et les populations rurales à la base.

Moctar : Et là, la question des inégalités ...

Abder : Bien sûr, vous avez des approches. Par exemple, on a parlé de grandes entreprises agricoles financées par diverses partenaires privés etc. qui viendrait mettre en œuvre des exploitations en Mauritanie. Mais quelles retombées il peut y avoir pour les populations outre que vous avez peut-être des questions d'accès à la ressource, de foncier, etc. qui risque peut-être d'être un petit peu perturbé mais vous avez aussi l'approche même qui est à méditer. C'est-à-dire, est-ce qu'aujourd'hui il faut essayer de produire avec des systèmes d'organisation de la filiale qui intègre des milliers de producteurs de petites exploitations familiales etc. qui vont faire vivre leurs familles et qui vont être durables d'un point de vue environnemental etc. parce que ça c'est très important aussi à prendre en compte. Ou, est-ce que il faut une concentration d'une espèce d'agro-business qui va venir et qui va vous dire, moi je réquisitionne toutes ces terres, on va faire telle monoculture ici, industrielles, une culture de rente et on a utilisé ces populations comme une variable d'ajustement ou, en tout cas, des ouvriers agricoles qui vont être payés corvéable et merci.

Donc, c'est un choix et c'est un choix politique extrêmement important et malheureusement, il y a eu, ce n'est pas propre à la Mauritanie, mais il peut y avoir des choix qui se font malheureusement pour plutôt des approches qui paraissent économiquement viable au détriment d'une viabilité socio-économique. Avec tout après, les retombées sociales et politiques qu'on a parce qu'aujourd'hui, on parle beaucoup du Sahel, malheureusement par rapport à la crise etc. LA Mauritanie a la chance d'être protégée parce que elle a une armée qui est bien structurée, parce que il y a eu une approche politique qui a été, en tout cas, beaucoup plus habile et plus efficace mais si vous étudiez la question de la crise au Sahel et au Sahara, le fondement, c'est le développement. Le fondement c'est la vulnérabilité, le fondement c'est l'incapacité à ces populations de, justement, être résiliente et donc on essaye d'aller vers les activités illégales qui sont la contrebande, qui sont les trafics et on se laisse embarquer après dans des dérives idéologiques etc. qui ne sont qu'une récupération de cette pauvreté et de cette résilience.

Moctar : Ici, dans le cadre de votre mission, de votre travail, est-ce que vous orientez le gouvernement à travers le conseil, vers quelle échelle de mesure pour la résilience, est-ce que vous prenez la famille comme unité de mesure, par exemple ou une région géographique, une zone géographique, ou l'individu ou plutôt toute une Wilaya ?

Abder : J'ai envie de dire que c'est tout qui faudrait synthétiser. Il faudrait prendre alors les différentes zones agro-écologiques déjà en compte, il faudrait prendre les filières en tant que telles aussi en compte parce que c'est ça la finalité, c'est de voir comment il y a un flux qui s'organise entre les acteurs avec des négociations qui arrivent à finalement à arranger un tout petit peu tout le monde, et qui n'y a pas certains qui s'enrichissent au détriment des autres etc. Il faut prendre la petite exploitation aussi et enfin l'individu également. Donc je pense que il faut la famille, le ménage donc évidemment, c'est le ménage qui va être dans les enquêtes etc. On prend toujours le ménage comme base mais je pense qu'il faut essayer de regarder l'ensemble.

Moctar : Dans le cadre de mes recherches de mes études exploratoires, je me suis rendu compte, qu'en Mauritanie, qu'il y a un grand nombre de familles monoparentales qui sont gérées par des femmes donc la charge de la famille revient à la femme et on sait que le niveau de

scolarisation des femmes est beaucoup plus bas que celui des hommes et ça, pour moi, cela se révèle comme étant un frein à l'égalité sociale. Est-ce que dans votre travail, dans votre réflexion, est ce que vous intégrez aussi cette dimension d'inégalité basée sur le genre ?

Abder : on essaye de le faire, mais je vous dirait franchement que c'est difficile, quand vous êtes dans un milieu d'extrême pauvreté de faire la différence entre une femme pauvre et un homme pauvre. Après, vous avez raison de dire qu'il y a certaines femmes, du fait de l'immigration, du veuvage, du divorce, du rejet, etc. se retrouvent seules etc. Donc il faut faire attention aux approches qu'on met en œuvre et qui ne disqualifie pas les femmes. Alors par exemple, je vous donne un exemple qui est assez criant : vous travaillez sur le lait, vous êtes dans une communauté où les femmes ont l'habitude de collecter du lait et puis de le transformer et de le vendre au marché. Vous arrivez, vous monter un projet avec une mini-laiterie etc. et vous commencez à avoir des quantités importantes de lait qui sont collectées et à partir du moment où ça demande un niveau de négociation, le déplacement au marché, etc., vous vous rendez compte que les hommes récupèrent la chose en disant, les femmes, vous vous n'allez pas pouvoir aller jusqu'au marché, vous devez vous occuper de la maison, vous devez vous occuper des enfants. Donc ces déplacements, c'est pour nous et en plus la négociation, c'est pas vous donc c'est plutôt une histoire d'hommes etc. Donc, petit à petit, on se rend compte que un appui technique qui aurait dû avoir des retombées socio-économiques marginalise un peu plus une partie de la population et les femmes en particulier. C'est un exemple que, malheureusement, j'ai vu pas mal et pas seulement en Mauritanie. Mais c'est pour ça que les approches doivent faire attention à cette dimension là et en faisant en sorte que elles ne disqualifie pas les femmes pour des raisons techniques ou pour des raisons commerciales ou de négociation et que très vite, dans tous les processus, il faut pouvoir impliquer les femmes en terme de formation, et de leadership aussi.

Moctar : Quelle est votre lecture de l'avenir de la résilience en Mauritanie dans ce contexte de vous venez de peindre maintenant, est ce que vous pensez que c'est une approche qui va perdurer dans le temps, qui va apporter une forme de prospérité à la population, ou bien on va rester toujours dans la situation zéro, proche de zéro, choc, puis on revient ?

Abder : Alors, il y a quelque chose qui est très important et qui va être déterminant, c'est la capacité de mettre en place une approche globale holistique et transversale. Le gros problème des actions de développement, c'est que elles sont trop cloisonnées et vous retrouvez ce cloisonnement très fort au niveau des ministères ou des services déconcentrés où on arrive, on veut régler un problème technique mais on ne regarde pas ce qui se passe autour. Donc, vous allez appuyer le maraîchage, vous appuyer le lait, mais vous n'allez pas essayer de réfléchir à la question de la microfinance, vous n'allez pas essayer de réfléchir à la question du conseil agricole, vous n'allez pas essayer de réfléchir à la capacité de négociation des petits producteurs par rapport aux grossistes, commerçants, etc., vous n'allez pas vous assurer qu'à Nouakchott, le marché, par exemple, pour parler du maraîchage, qui est occupé par quatre grossistes Marocains, ne soit pas, peut-être, un petit peu plus protégé pour permettre justement à ces actions de développement qui font ressortir des activités génératrices et productive et qui veulent s'écouler sur le marché national puisse le faire. Donc, si vous avez une approche juste (on a fait produire 3 tonnes d'aubergines cette année à la coopérative X ou Y, etc.), c'est très bien, mais pour quelle fin ?

Moctar : On se limite, si j'ai bien compris, au titre ?

Abder : Voilà, puis surtout, on focalise sur des actions techniques mais on a pas cette approche globale holistique qui absolument indispensable et qui prend en compte la question de l'accès à la ressource, l'accès aux fonciers, l'accès à l'eau, la production avec tout le conseil qu'il doit y avoir autour des producteurs pour les structurer et leurs donner des itinéraires qui améliorent leur productivité et puis l'accès aux marchés avec cette capacité de négociation que doivent avoir les petits producteurs pour survivre et après toute la structuration des filières pour faire en sorte que les filières nationales aillent une chance de résister à ces vagues d'importation sur à peu près tous les produits. Par rapport à ces questions-là, c'est une vraie approche de politique agricole qui soit politique rurale de manière générale, qui soit extrêmement large et qui intègre aussi la durabilité environnementale et la viabilité économique et sociale. Donc si on sort de ces cloisonnements-là, on se donne toutes les chances aujourd'hui et c'est pour ça qu'il faut aujourd'hui aider le gouvernement à élaborer une vraie vision du développement rural sur les 25 ou 30 ans à venir qui intègre un petit peu ces aspects.

Moctar : Pouvez-vous vous présenter ?

Abder : Je suis le docteur Abdel Ben Derdouche, je suis vétérinaire de formation mais cela fait maintenant plus de 25 ans que je suis dans les projets, programmes de développement. Donc, ça fait 4 ans que je suis en Mauritanie et donc chef de mission sur le programme RIMRAP financé par l'UE.

Salutations réciproques

Annexe 3 : Interview Monsieur Watara (World Vision)

Moctar : Pourriez-vous vous présenter, svp?

Watara : Merci beaucoup, Je suis Monsieur Fa Watara. Je suis de Boghe dans la vallée du fleuve du Sénégal. Donc, je suis ingénieur agronome de formation de base. Après, j'ai fait un troisième cycle en suivi et évaluation des projets de développement en France. Donc, j'ai fait 16 ans à la Sonader (société nationale pour le développement rural) et après, j'ai quitté, je suis rentré dans les organisations internationales telles que l'UCAID. J'étais le représentant de l'UCAID pendant 12 ans à l'ambassade des États-Unis et puis après, j'ai été le représentant des accords qui est une ONG Britannique en Guinée Bissao lorsque la guerre là-bas est venu, je suis retourné ici. Donc j'ai continué de travailler à la UCAID et maintenant je suis à World Vision et j'exécute les programmes de l'UE au niveau de World Vision.

Moctar : Alors, la deuxième question, pouvez-vous présenter votre institution et dans quel secteur, dans quel domaine elle intervient ?

Watara : World Vision est une ONG chrétienne d'origine américaine Donc, elle est aux USA, en Allemagne, en Irlande, au Canada. Voilà, principalement et elle a des antennes partout en Afrique. Donc, ici, la Mauritanie, le bureau est installé à Bamako parce que la Mauritanie et le Mali font le même bureau et le directeur est installé à Bamako, ici il y a un programme pays qui est installé en Mauritanie et nous dépendons de la direction régionale qui est basée à Dakar. Donc, World Vision est une ONG qui est spécialement orientée vers le parrainage de l'enfant. C'est-à-dire que c'est le bien-être de l'enfant, c'est ça l'ossature même de World Vision. Mais, quand on dit bien-être de l'enfant, il y a un certain environnement qu'il faut prendre en compte telle que la sécurité alimentaire, telle que la nutrition, telle que l'eau, l'eau et l'assainissement et la résilience d'une manière globale. Voilà les secteurs dans lesquels intervient World Vision, vraiment en Mauritanie.

Moctar : Selon vous, comment peut-on mesurer la résilience ? Je sais que c'est un concept qui est nouveau, qui fait partie maintenant des politiques publiques en particulier, des politiques publiques européennes et occidentales d'une manière générale, mais c'est un concept qui reste quand même nouveau pour nous ici en Mauritanie. Je peux même généraliser à l'Afrique. Quels sont les facteurs, les déterminants qui vont vous permettre de mesurer cette résilience ? et sur quoi vous vous basez pour définir les populations qui vont être ciblées par vos actions ?

Watara : d'abord, la résilience, c'est quoi ? c'est comme le Sahel, en particulier, a été frappé pendant plus d'une décennie c'est dernier temps par des sécheresses qui sont devenues cycliques et qui est la résultante, elle-même, du changement climatique. Donc, je prends le cas de la Mauritanie, nous avons une pluviométrie bel an mal an qui est par exemple, qui allait de 600 à 150mm. De 600 au niveau de Seylibabi jusqu'à 150 dans les environs de Zouerate et autre annuellement. Mais qu'est ce qui se passe ? Tu sais, avec ce changement climatique, nous retombons de 600 à 300. Aujourd'hui, dans la zone de Seylibabi, quand vous avez 300 mm de pluie, c'est vraiment le sommet et ces 300mm de pluie, non seulement ne sont pas suffisantes mais elle tombe de façon imprévisible. Par exemple, cette année, les

300mm au niveau du Guidimagha sont tombés en 2 jours. Les gens ont reçus 300mm en 2 jours ce qui a fait des inondations et puis la pluie s'est arrêtée.

Moctar : Il y a, non seulement, une diminution de la pluviométrie mais il y a aussi...

Watara : Elle est complètement perturbée, donc ce qui fait que les gens sont rentrés dans un engrenage qu'ils ne connaissaient pas. Donc, ils se cherchent, donc, nous, en tant que service chargé de l'encadrement rural, ... donc le gens qui n'étaient pas habitués à ça, donc se retrouvent face à cette situation qu'ils ne comprennent pas. Donc, nous, les services techniques, nous identifions, en tout cas les dégâts qui sont créés à leurs niveau et nous les aidons à mettre en place des programmes susceptibles de les relever de cette situation catastrophique dans laquelle ils sont. Quels sont ces services ? Par exemple, l'utilisation des semences précoces, des semences améliorées mais précoces, d'autres techniques qui ne consistent plus à se fier aux cultures pluviales, mais nous aménageons des petites diguettes susceptibles de retenir cette eau mais tant soit peu il permet d'imbiber le sol et qu'une fois une culture mise en place, la quantité d'eau retenue par le sol permet d'assurer le développement de la plante jusqu'à sa récolte. Voilà où, les techniques comme les AI, c'est-à-dire de faire des petites cultures ou on met de la fumure organique, ce qui fait que quand on met une culture là, donc avec la fumure organique permet d'entretenir la culture jusqu'à... voilà des choses que nous mettons à la disposition de ces pauvres paysans et éleveurs qui sont susceptibles vraiment d'améliorer, en tout cas, les situations vraiment de changement climatiques qui sont en train de vivre actuellement. Donc, quand une situation comme un choc tombe sur une population et nous préconisons des mesures avec les services techniques qui permettent de quitter cette situation de catastrophe pour revenir à leur situation d'antan. C'est ça qu'on appelle vraiment la résilience. C'est ça, réellement, qu'on appelle résilience. Une population qui était sous l'effet d'un choc a pu se relever et revenir à une situation d'antan, c'est ça qu'on appelle vraiment une situation de résilience.

Moctar : Alors donc, si j'ai bien compris, vous intervenez au niveau technique, donc au support de semence ... Et en même temps, au niveau des infrastructures modeste, je veux dire, ...

Watara : Tout à fait ... tout à fait, ce qui est important dans la résilience, c'est de ne pas venir voir les populations qui ont été durement éprouvés et d'amener des choses qu'ils ne pourront pas, eux-mêmes, dupliquer. Le plus important dans la résilience, c'est de faire des choses que demain, même si vous êtes absents, que les gens puissent vraiment faire ça sans vous.

Moctar : Vous privilégiez le savoir-faire de la population, des projets qui vont être appropriés par la population qui bénéficie et qui, à un moment donné, devient autonomes.

Watara : tout à fait, et d'ailleurs, c'est pourquoi on dit un renforcement des populations pour le renforcement de la résilience.

Moctar : Alors, c'est bien clair. Quels obstacles rentrez-vous dans votre travail ?

Watara : Vous savez, et les populations, et les autorités n'étaient jamais habitués à de telles pratiques. Je prends le cas concret qui est le RIMRAP. Vous savez, le RIMRAP est un

programme qui est là pour le renforcement institutionnel pour la résilience. Mais comme les gens n'étaient pas du tout habitués parce qu'ils connaissent le vocable du projet et là c'est un programme, c'est l'application de beaucoup de composantes et beaucoup de composantes mises ensemble pour exécuter, pour pouvoir renforcer la capacité des populations à être résiliente et je demeure convaincu que c'est une nouvelle approche que les autorités, même les services techniques de l'État n'ont jamais vu un programme qui est orienté vers le ministère mais exécuté par des gens qui ne sont pas les gens du ministère, qui sont des ONG, souvent ils disent non, vous avez notre argent et vous refusez de faire ..., nous avons un cadre contractuel avec l'UE qui nous canalise à mieux utiliser les ressources et qui n'est pas forcément bien vu par les services de l'État et même les autorités et même les élus locaux. Mais je peux vous dire que, en tout cas, entre ce qui concerne le consortium, Assaba, moi j'ai beaucoup bataillé, bon c'est vrai que j'ai eu quand même une très grande expérience en matière de développement rural dans ce pays donc aujourd'hui, je pense, que ce soit les autorités, que ce soit les services techniques, même les élus locaux, vraiment, ils ont bien compris que, vraiment, la manière par laquelle nous passons pour atteindre des populations, c'est la meilleure façon et ils nous disent d'ailleurs que si la Mauritanie avait commencé par cette démarche, vraiment nous nous en seront pas là.

Moctar : Donc selon vous, au niveau de L'assaba, la région de l'assaba, la 3ieme région de la Mauritanie, votre façon de faire est aujourd'hui bien appropriée par les parties prenantes ?

Watara : tout à fait, tout à fait

Moctar : Mais pas encore au niveau des autres régions dans lesquelles vous intervenez ?

Watara : je peux vous dire que les autres régions, les gens ont encore beaucoup de difficultés parce qu'on se rencontre périodiquement au sein d'une plateforme qu'on appelle le comité du suivi opérationnel du RIMRAP et je me rend compte que, au début, c'était difficile mais moi je suis un type très persévérant et je leurs ai dit qu'ils n'avaient pas d'autres alternatives que ce que nous sommes en train de faire et ils ont intérêt à nous accompagner, cela vaut mieux pour eux et pour les intérêts des populations pour lesquelles, en tout cas, l'État les confie la responsabilité et je pense qu'aujourd'hui, vraiment, ils ont bien compris et aujourd'hui à l'assaba, que ce soit les élus locaux, que ce soit les services techniques, que ça soit l'administration, tout le monde a compris le mécanisme, tout le monde est vraiment engagé dans le mécanisme et aujourd'hui on est vraiment, on ne rencontre plus de difficulté.

Moctar : Très bien. Sur le terrain, j'ai compris que vous réalisez certaines infrastructures, certaines mesures sur le terrain mais quelles sont vos partenaires sur le terrain, vos partenaire les plus proches des bénéficiaires ?

Watara : Bon d'abord, nous, nous avons mis en place ce qu'on appelle une convention de partenariat avec le collectif régional des maires de l'assaba. Vous savez, pour approcher les populations, ce sont les population qui mettent en place leurs élus locaux. Une fois que vous avez, en tout cas le feu vert de ces élus locaux, une fois que vous convainquez ces élus locaux pour la pertinence de ce que vous êtes en train de faire, je suis sûre que à 100% vous allez réussir. Qu'est-ce que nous on a fait ? On a fait ce qu'on appelle un diagnostic de tout ce qui est agricole, pastorale et environnementale, donc nous avons cherché à comprendre

pourquoi il y a ces difficultés en ce qui concerne le renforcement de la résilience. Au niveau des structures décentralisées qui sont les communes, les plans de développement communaux qui étaient là ne prenaient pas en compte les aspects de la résilience. Et donc, nous, nous avons introduit ce qu'on appelle, le plan d'action prioritaire pour la résilience qui consiste en quoi ? Qui consiste à former des comités de concertations communaux que nous avons formé. Ces comités de concertations communaux, nous les avons formé à la planification locale. Comment prendre en compte les aspects de résilience dans une commune. Une fois que ces gens ont été bien formés dans ces domaines, eux-mêmes ils sont assis, ils ont définis leurs priorités en ce qui concerne la résilience, que ça soit dans le secteur agricole ou dans le secteur pastorale ou dans le secteur environnemental et ils ont conçu ce qu'on appelle un plan d'action prioritaire et réparti par priorité. En année 1, on fera ceci, en l'année 2, on fera ceci,... et comme le mandat communal est basé sur 5 ans, ils ont fait une planification sur 5 ans chiffrées. En année 1, nous avons besoin de ça, ça, ça autant de million, en année 2 ..., Aujourd'hui, tous les acteurs du développement qui ... tu ne perds plus de temps de dire je vais faire telle chose ou je fais faire telle chose, tu trouves un diagnostic déjà fait préétablis par les communautés qui ont définis leurs propres besoins et qui savent combien ça va coûter. Donc toi tu viens avec tes moyens, tu sais déjà que cette communauté a besoin d'un barrage ici, ils ont besoin d'un seuil de ralentissement pas là, ils ont besoin de faire une rampe, ils ont besoin de faire un planning de gestion locale collective pour la gestion concertée des ressources naturelles par-là, ils ont besoin d'un pare-feu ici, donc tout est déjà planifié commune par commune. Ce qui facilite le travail pour les autres acteurs qui vont venir après le RIMRAP et c'est à ça que nous ont s'est attelé, vraiment de pieds ferme au niveau de l'assaba.

Moctar : très bien, alors, la question va porter sur une autre dimension de la résilience. C'est-à-dire, à partir de quand vous considérez que la population est résiliente, et donc il n'y a plus de raison de continuer à les aider ? Est-ce qu'il y a un seuil, est-ce qu'il y a un niveau que vous définissez au préalable à partir duquel vous dites, voilà, cette population-là, elle n'a plus besoin, on va aller se retourner vers d'autres personnes qui sont plus vulnérables ?

Watara : Dès lors que vous, vous arrivez à renfoncer les capacités de mobilisation d'une communauté à dire : nous avons tel phénomène, d'abord, en ce qui concerne la prévention, l'alerte, ça c'est extrêmement important dès qu'une population est capable de savoir à partir des signes de dire : Ah, cette année, la campagne ne sera pas bonne parce que nous avons l'habitude d'avoir la pluie à partir du mois de juin mais vous voyez, cette année, la pluie est en train de venir jusqu'au mois de juillet, la pluie n'est pas venue. Donc, organisons-nous à faire face à cela. Comment ? En achetant les semences adaptées à cette année, du Bichna, sinon du Erahaya, donc déjà ils sont bien préparés à savoir, chaque fois qu'une situation se pose, donc il faut telle, telle spéculation, il faut telle approche, de gestion du bétail, il faut telle telle action pour garder le peu de pâturage que nous avons. Dès que vous captez ces signes chez une communauté, ça vaut dire qu'elles sont vraiment bien préparées pour la résilience, vous pouvez aller vers d'autres populations.

Moctar : Ok, donc c'est le seuil, selon vous, qui détermine le niveau ?

Watara : tout à fait, tout à fait. Et quelques chose de très important, c'est pas les infrastructures qu'on met en place qui vont permettre à une communauté à être résiliente,

c'est le renforcement des capacités que vous apportez à ces gens de façon à être optimal en ce qui concerne l'alarme précoce pour pouvoir identifier par le flair, que, attention, nous devons prendre des précautions parce que il y a tel tel tel phénomène qui est en train de venir donc nous devons nous attendre à ça, ça, ça. Et voilà les précautions, la médication à développer, ça serait ça et ça et ça. C'est ça, vraiment l'outil essentiel en ce qui concerne la résilience.

Moctar : J'ai une question qui est un peu particulière, c'est est ce que vous êtes sensible à la différences entre les mesures qui vont relever de l'urgence, quand on a un situation d'urgence, et les mesures qui vont renforcer la résilience ? Ou bien, dans votre programme, dans votre approche, est ce que vous mettez les deux, vous mettez tout, vous mettez vos capacités, vos moyens dans la même vision ? Est ce qu'il y a une scission entre les deux ou par manque de moyen ou par manque de préparation ou pas manque de..., est ce que vous mélangez tout pour ?

Watara : non, même quelqu'un qui vient voir une communauté pour la relevé, pour lui permettre d'être résiliente, ne peut pas ignorer les aspects urgents parce que la résilience, je le disait au-dessus, le fondement de la résilience, c'est le renforcement des capacités. Mais en renforcer les capacités d'une communauté, vous ne pouvez pas insensible à une crise qui tombe au moment où vous êtes en train de renforcer la capacité, vous ne pouvez pas être insensible à une crise qui frappe cette communauté. Donc, pour régler cette crise, il faut de l'urgence. Donc, en faisant un renforcement des capacités, vous allez réussir mieux en faisant aussi de l'urgence mais dans la dimension de résilience. Mais ne pas en faire de la dimension urgence comme le principal moteur mais c'est, de temps en temps, quand il y a une urgence, une catastrophe ou bien une crise qui s'installe, c'est vraiment d'identifier et d'être à côté de ces populations pour juguler, en tout cas, cette urgence.

Moctar : Donc la dimension urgente s'imbrique dans la dimension de la résilience ?

Watara : tout à fait, parce que les gens vont vous dire : ah ce monsieur-là, il est en train de nous..., chaque fois qu'il vient pour nous apprendre, et nous on ne peut pas apprendre tant que nous avons cette crise qui sévit en nous. Et quand il voit que vous, chaque fois, qu'il y a une crise qui ... en vous, que vous apportez un peu pour soulager leurs souffrance au cours de la crise, c'est en ce temps qu'ils vont beaucoup plus s'intéresser aux actions de résilience.

Moctar : Comment voyez-vous les dispositifs, l'ensemble des dispositifs ? Pas nécessairement de votre institution mais les autres institutions qui agissent dans le même cadre que vous connaissez dans le cadre de la collaboration par la connaissance du terrain. Que pensez-vous de toutes les mesures qu'on met ses en place qui renforce la résilience à moyen terme, 5-10 ans ? est-ce que vous pensez que cela va apporter quelques chose de concret, de réalisable sur le terrain ou bien on va faire du sur place, comme on a l'habitude de faire dans d'autres politiques dans ce pays ?

Watara : Moi je suis très sûre d'une chose, que cette opportunité qu'a eu la Mauritanie, pour la mise en place de cet important programme de renforcement de la résilience par le RIMRAP, le RIMDIR et le RIMFIL est une très grande opportunité pour ce pays. En plus, nous avons même ... pour vraiment bien réussir ce programme et pour pouvoir faire que les services techniques de l'État duplique cette expérience dans d'autres régions. En tout cas, tout

ce qui a été fait avant, il ne peut pas avoir mieux que ce que le RIMRAP est actuellement en train de faire sur le terrain. Et surtout, décloisonner cet important programme en 3 volets, le RIMRAP, le RIMDIR et le RIMFIL. Vraiment, je pense que nous devons mettre tout notre sérieux pour que, vraiment, la Mauritanie soit vraiment l'exemple pour l'UE à dupliquer cette expérience dans d'autres pays parce que, moi je pense, que c'est la meilleure porte de sortie.

Moctar : Alors la question du financement, le financement est à 100% par l'UE ou il y a d'autres bailleurs de fond qui interviennent ?

Watara : Je prends le cas de notre consortium, ce n'est pas qu'aujourd'hui, moi j'ai commencé à travailler, je suis sorti ingénieur à 24 ans, j'ai remarqué que l'Allemagne, chaque fois qu'il s'agit de la Mauritanie, d'une programme qui soit orienté vers la Mauritanie, l'Allemagne est toujours prête à appuyer ces programmes. Par exemple, notre consortium, l'UE a débloquer 2 millions 800 mille euros.

Moctar : De quel consortium vous parler ?

Watara : Le consortium de l'assaba. Dans le RIMRAP au niveau de l'assaba. L'UE, notre financement, il y a 2, 8 millions d'euros que l'UE a débloquer et le reliquat, c'est l'Allemagne qui a débloquer pour, en tout cas, pour que nous ayons une enveloppe de 3,247 millions pour une période de 5 ans que nous sommes en train de mettre en œuvre au niveau de l'assaba. En plus, le gouvernement Allemand a encore donné 1million d'euros pour la GIZ, pour appuyer tout ce qui programme formation et recherche pour le même RIMRAP, ce qui fait que, vraiment, l'UE seule, ne doit pas, et je pense que cette forme de participation dans un programme aussi important que la résilience est vraiment nécessaire pour que cela puisse réussir. Parce que, aujourd'hui, même si l'UE se retire, World Vision qui aurait acquis une expérience, et World Vision est aussi avec des ONG nationales, telles que Ecodec et Délia qui ont beaucoup appris de ce consortium qui peuvent dupliquer cette expérience dans d'autres région, à d'autres populations qui vont bénéficier de la résilience.

Moctar : Est-ce que la coopération belge vous dit quelques chose ?

Watara : Oui, parce que c'est la coopération belge qui vient en second et troisième volet et exécuté par Enabel qui est la coopération belge, ce sont eux, qui ont eu le marché du RIMDIR et du RIMFIL et d'ailleurs c'est à travers, parce que le l'UE a contractualisé avec Enabel et Enabal va faire appel aux autres ONG telle que nous, nous avons déjà manifester notre intérêt pour, en tout cas, exécuté le RIMDIR dans notre zone d'intervention qui est l'assaba et ils nous en même déjà notifier que notre projet, que le projet que nous avons soumis apporte l'attention de Enabel et que nous pouvons préparer la version complète que nous allons motiver à faire ça à partir du mois de Janvier pour pouvoir exécuter la phase du RIMDIR dans l'assaba. Donc, la coopération belge intervient très bien en ce qui concerne le renforcement de la résilience dans notre pays.

Moctar : Alors, dernière question, pour vous, l'UE dans sa globalité, qu'il soit le financement de l'union ou le financement bilatéral entre les États et la Mauritanie et tout, joue un rôle important dans le renforcement de la résilience ?

Watara : Tout à fait, bon c'est vrai que la Belgique et même le cas de l'Allemagne font partie de l'UE mais individuellement ils cherchent aussi à s'impliquer plus fortement en dehors du cadre multilatéral. Il cherche dans le cadre bilatéral vraiment à s'impliquer dans le renforcement de la résilience chez les populations dans notre pays.

Moctar : Et la dernière question, à vous la parole, avez-vous quelque chose à dire ?

Watara : Non mais je vous remercie en tout cas pour l'intérêt que vous portez, de toute façon, même si aujourd'hui vos origines sont la Mauritanie, donc moi je suis quelqu'un qui dit que on ne peut pas mieux faire que d'apporter la petite expertise qu'on a pour son propre pays. Donc je pense que ce que nous sommes en train de faire n'est pas perdu et c'est quelque chose qui est utile pour ces populations, déjà nous avons un grand privilège de bénéficier de la formation que notre pays a contribué à financer pour nous. C'est un privilège car ce n'est pas tout le monde qui bénéficie, en tout cas des bourses que nous avons obtenues pour aller nous former pour nous permettre d'être capable d'apprécier à sa juste valeur d'autres changements, d'amener des améliorations au niveau de notre propre communauté. Donc c'est une opportunité pour nous et j'ai vraiment, je te remercie infiniment de vouloir t'intéresser vraiment à ces nouveaux concepts qui est vraiment la résilience au profit des populations de notre pays.

Moctar : c'est moi qui vous remercie pour votre disponibilité, pour votre gentillesse et pour votre temps consacré.

Salutations

Annexe 4 : Interview Mesdames Choquel et Touyer (GRDR)

Moctar : Bonjour, pourriez-vous nous présenter votre institution ?

Géraldine: Le GRDR est une institution de droit français. L'association qui a été créée par les travailleurs migrants du bassin du fleuve Sénégal, il y a 50 ans, qui travaillaient en France et qui voulait participer au développement de leur zone, de leur pays d'origine. Donc, ils ont créé une association à ce but-là, ensuite l'association s'est développée et s'est élargie et a dépassé le cadre du bassin du fleuve pour intervenir sur d'autres zones, notamment, la zone du littoral, de Ziguinchor, la Guinée Bissau et la France, bien entendu, parce qu'on travaille beaucoup en France et très récemment l'Algérie et la Tunisie. La structure travaille sur les questions de développement rural, c'est le cœur de l'action, le GRDR à son démarrage, mais, au niveau local. On a une approche entrer sur les territoires, on travaille très peu en appui institutionnel, on est pas dans les appuis au niveau des ministères, on travaille au niveau local avec les acteurs locaux. On a un enracinement au niveau régional en lien avec les Walis, avec les services techniques et concentrés, avec les communes, avec les maires, les élus et l'ensemble des acteurs du territoire, donc coopérative ...

Notre structure est essentiellement ancrée dans les zones rurales, mais, au vu des évolutions de la population et des mouvements de population, qui nous intéresse aussi, puisqu'on a été créé via la mobilité des personnes qui vivaient ici dans la zone Sahélienne. Donc, la mobilité est une question qui nous importe. Au vu des évolutions, et urbanisation de la population, on est amené à travailler aussi depuis à peu près deux ans maintenant sur le pourtour de la capitale. Donc, ici à Nouakchott, on travaille à Riyad. On intervient dans le Guidimaka, en Gorgole et sur Riyad avec des partenaires, dans d'autres zones, donc l'Assaba, Nouadhibou, maintenant, on travaille sur une question de migration, de développement, sur la zone de Nouadhibou aussi.

Moctar : Pouvez-vous donner un exemple des actions que vous mettez en place sur le terrain ?

Géraldine: Alors, nous travaillons donc, dans plusieurs secteurs, peut-être pour avoir une relation avec votre sujet, je prendrai le cas du programme de résilience, appui à la résilience agropastorale, renforcement institutionnel pour la résilience agropastorale dans le Guidimaka, en partenariat avec « action contre la faim », l'association des maires de Guidimaka et Eténia, une ONG Mauritanienne et financée par le FED, le fond européen de développement.

Moctar : Pourquoi le choix du Guidimaka particulièrement ?

Géraldine: c'est lié à ce que je vous ai dit initialement, l'association a été créée par la diaspora mauritanienne, il était à Montreuil et qui travaillait dans les usines et qui vivaient dans les foyers et qui ont été contactés par un ingénieur agronome français qui travaillait dans la zone du bassin du fleuve et qui s'est dit, qu'il est intéressant de montrer à ces personnes qui vivent, qui ont des attaches dans cette zone, qu'il est intéressant de développer cette zone au niveau rurale, donc, on va faire de formation pour ces gens-là. Et c'est gens-là, ont bénéficié de formation dans le domaine agricole et ensuite, il y en a certains qui se sont formés et qui ont ensuite fait des études pour avoir des brevets techniques et plus, et sont revenus ici pour faire

du développement rural dans leur zone d'origine qui était la zone de Guidimaka, coté Mauritanien, Khay, coté Malien...

Moctar : si j'ai bien compris, l'échelle sur laquelle vous travaillez est une échelle régionale ?

Géraldine: voilà, on essaye de travailler à une échelle locale. Donc, le local pour nous, c'est le communale, mais, on se rencontre que pour beaucoup de sujets on ne peut pas rester à cette échelle-là. Notamment pour la question de l'aménagement, qui est une question importante dans cette région-là, donc, on dépasse cette dimension pour passer à l'échelle intercommunale et régionale. Intercommunal depuis assez, on teste cette action-là dans la zone du Karakourou, depuis une vingtaine d'années. Mais, on arrive à dupliquer, un petit peu cette approche depuis très peu de temps, depuis 2-3 ans sur la zone du fleuve, sur le Gorgole. Maintenant, comme je vous le disais, on a cette approche locale, donc communale, intercommunales, régionale, interrégionales Gorgole - Guidimaka. On essaye de créer de passerelle entre ces deux régions et maintenant avec la ville de Nouakchott puisqu'il y a énormément de personnes qui quitte la région pour aller dans la ville et qui ont des approches qui garde le lien avec la ville, c'est une façon d'être résilient aussi de quitter la zone, pour aller trouver, économiquement parlant, du travail là où il y en a, mais, ces gens qui travaillent à l'extérieur de leur région ont un lien, garde un lien avec cette région, qu'il soit d'ailleurs en ville, enfin à la capitale, à l'extérieur, soit en sous-région, soit en Europe, ou ailleurs aux États-Unis.

Moctar : comment définissez-vous la résilience ?

Géraldine: Ce que je voulais dire par rapport à ce mot là, c'est un mot, ici, qui n'est pas connu. On a eu énormément de difficulté quand on a fait les enquêtes, parce que les gens ne savent pas ce que cela voulait dire. Donc, il a fallu expliquer, parce que le vocabulaire n'existe pas. Donc, ça été toute une, et les gens disaient, quand on expliquait ce que c'était la résilience, ils disaient « ben c'est tout le temps », on est tout le temps dans cette dimension-là, on a pas des périodes où on est résilient, c'est depuis toujours. Il y a eu une difficulté, en tout cas, pour les personnes avec lesquelles on travaille de comprendre et de conscientiser le vocabulaire.

Rachel: c'est ça, moi, à mon sens, sans revenir sur les définitions les institutions du monde académique, on va se coller à ce que, effectivement, on échange à travers ce que l'on connaît du terrain et les visions des acteurs qu'on rencontre. La première remarque, c'est effectivement, la résilience, c'est d'abord un concept que les institutions du développement viennent de découvrir, ils viennent de mettre un nom sur en principe de vie qui les intéresse tout à coup, alors que, c'est peut-être ce que veut dire la résilience .. C'est un mode de décision et des pratiques qui sont structurelles dans les pays du Sahel dans les mondes ruraux qui ne sont pas trop transformés, où on a encore une agriculture, en agropastoralisme familiale, de vrais gens, de vraies familles, qui vivent dans un milieu et qui dépendent encore beaucoup de ce milieu qui s'adapte. L'adaptation, elle est inhérente à ce fonctionnement depuis de temps immémoriaux pour casser un peu l'appréhension du concept de tradition qui met sous qui met sous cloche et qui fixe, qui fige dans le temps des comportements et des pratiques, qu'on pensait immuables et sans changement. Ça, c'est les gens de la conservation de la nature qui ont longtemps parler des peuples autochtones ou ses peuples qui sont dans les terres, donc des espaces à forte importance environnemental. On décrit le mode de vie de ces

gens, maintenant que l'on se dit qu'ils font partie peut-être du dispositif de conservation du milieu comme étant des gens qui ont toujours vécu de cette manière-là et qui, en plus, ne souhaite pas nécessairement que ça change. Et donc, cela pose problème puisque leur accès aux services et à un certain nombre d'améliorations de conditions de vie n'est pas toujours prévu. Petite parenthèse fermée. Maintenant, si on regarde un peu de près les expériences qu'on a regardé, c'est-à-dire, des personnes ou des groupes qui ont fait preuve d'adaptation et d'innovation dans leur milieu, soit par initiative endogène, soit par emprunt d'un certain nombre de savoir-faire ou de vision des choses qui viennent de l'extérieur. En principe, il n'y a rien de pire dans un sens comme dans l'autre. La réalité se situe entre les deux bien souvent, parce que le monde est ouvert, et on se rend compte aussi que les itinéraires des gens qui sont le plus mobiles, c'est eux, en général, qui apporte des capacités d'adaptation. Cela peut être des grands migrants qui étaient à l'étranger, mais aussi, de la mobilité interne qui est très important pour ces formes d'adaptation. Donc, maintenant, on a, sans avoir évidemment une connaissance toujours exhaustive du territoire, mais nous essayons de voir plusieurs cas de figures, de personnes ou de groupes qui s'adaptent dans leur milieu qui est le sud-est de la Mauritanie, au sens large, puisque le programme, dont on parle, touche les quatre régions du Sud ; Guidimaka, L'Assaba, les Deux Honds. Donc, que ce soit dans le domaine de l'activité productive, des formes de gouverner les ressources, des innovations, des évolutions dans les formes de valoriser ses ressources..., mais, on a cherché un peu d'avoir la diversité pour faire ressortir, peut-être, des déterminants de la résilience.

Moctar : Est-ce que pour vous, il y a une scission entre le concept de développement et le concept de la résilience?

Géraldine: en fait, moi, la première réaction aide dire, que, justement, on a une lecture de la pauvreté qui est économique. Moi, déjà, c'est ce qui me pose problème et, quand on s'intéresse à la résilience, on est pas parti dans toutes les dimensions de l'humain mais on a quand même essayer de prendre un peu de distance avec cette lecture des choses. Mais en fait, la réalité de la pauvreté elle est là, on est dans un monde de plus en plus monétaire et économique et que les gens qui avait un certain nombre de capitaux en venant de l'aspect social, de l'aspect savoirs traditionnels, spirituels, dimensions juridique traditionnelle, aussi, ce sont des aspects de richesse ou de pauvreté qu'on ne peut mesurer. Quand on voit des gens riches mais qui sont malheureux, parce que, moralement ils sont perdus. Chez nous, on connaît bien ces situations. Moi, je pense que c'est important aussi avec la notion de bien-être, on peut la rapprocher à la question de la résilience. Il n'est pas seulement économique et donc, on peut être tenté, on a tendance en tout cas dans les instances qui font la stratégie de développement de mettre de côté les autres dimensions non économiques et quand on s'intéresse au social parce que quand même bien sûr, le socio-environnemental, depuis les années 80, mettre dans les préoccupations de la banque mondiale, donc de tout le monde. La, c'est aussi très réducteur, la façon de le mesurer pour avoir le genre, oui on va mesurer le genre sans connaître les sociétés. J'ai un exemple que j'aime bien ici en Mauritanie, que vous comprendrez bien, c'est, en fait, quand on s'intéresse au genre, sans s'intéresser aux autres classements sociaux on se rend compte qu'on va aider de femmes qui finalement puissantes commerçantes au détriment de pêcheur qui sont leurs fournisseurs, ça c'est le cas de le dire, parce qu'on a qu'une seule entrée, le genre. En fin de compte, on joue sur des personnes qui elles aussi, vont redistribuer avec beaucoup donc entrées politiques, on est proche de grands responsables dans l'appareil politique du pays, ..., et donc, c'est aspect réducteur de l'entrée

social des bailleurs, en fait, qu'on peut constater, donc ... Pour parler des urgentistes, et je pense que le programme RIMRAP, que vous avez rencontré, il a fait une chose, c'est qu'il a peut-être commencé à mettre en dialogue les gens de l'urgence et du développement. C'est compliqué, c'est deux mondes avec des paradigmes très différents, mais il faut le faire, ils travaillent dans les mêmes territoires.

Moctar : pensez-vous qu'ils soient conciliables ?

Rachel : ça, c'est un grand point d'interrogation. Je ne sais pas ce que tu en penses ?

Géraldine: je pense que les approches depuis des dizaines et des dizaines d'années sont tellement différentes, que le langage que nous nous pouvons avoir avec les humanitaires est toujours biaisé parce que le vocabulaire qu'on pourrait mettre, ou les thématiques que l'on peut aborder avec eux, n'englobe pas les mêmes compréhensions. Et, pour donner un exemple, l'urgentiste travaille à l'échelle d'une année, et lorsqu'on leur demande, je me souviens pour la construction du programme saphir, qui est le programme d'insertion professionnel des jeunes financé par le fond fiduciaire européen, par le FFU, nous a tous réunis, urgentistes, pas urgentistes, etc. pour donner, un petit peu, notre vision du développement de l'aide de l'union européenne, de toutes ces questions, et quels sont les freins ? Qu'est-ce qu'on pourrait améliorer ? etc. Les urgentistes disaient, les programmes ne sont pas suffisamment long, le développement ne se fait pas à un an, mais à deux ou trois ans. Et nous, nous ne sommes pas sur ces échelles de temps du tout, vous nous, un changement social, ça ne peut pas se faire en deux ou trois ans. Le développement se fait, peut-être, sur 10 ans pour réellement avoir des résultats, une appropriation, quelque chose de durable. On peut construire très vite c'est quelque chose, on peut faire des puits, on peut faire des aménagements d'eau, on peut faire, on en a fait depuis des années et des années, , Elles ne sont jamais appropriées, elles ne sont pas, au bout de trois ans, au bout de quatre ans, ça tombe en ruine, c'est pas, l'infrastructure n'est pas pérenne. Mais en place, la banque mondiale a financé, depuis toujours, des routes, des routes bitumées, ce qui est très bien car cela désenclaves des régions, ça permet, effectivement, le commerce, l'économie, etc, tout un tas de choses vraiment intéressantes. Le problème, c'est que l'entretien ne se fait pas, donc, on se substitue à la fin. L'urgentiste il est dans l'action immédiate, il va traiter un problème immédiat. Par exemple, il est parfait pour une inondation, pour une attaque de crickets pèlerins, pour traiter un sujet ponctuel, une vraie crise pour sortir les gens. Ils sont vraiment parfait pour ça, nous, nous ne sommes pas particulièrement. On peut, nous, intervenir directement car nous sommes dans la zone, on peut avoir une approche d'intervention très rapide mais on ne va pas apporter la même chose qu'un urgentiste.

Moctar : la mission n'est pas la même.

Géraldine: la mission n'est pas la même, voilà. Un développeur, il va bien connaître bien la zone, pays, les gens, les acteurs, les liens sociaux les interactions sociales, politiques, économique, tout, de façon à pouvoir, le mieux possible, ce qui n'est pas facile, car on intervient pas, on est pas là non plus pour faire à la place, ni pour faire en dehors, donc, il y a un contexte, et notre approche, il est vraiment plus sûre de la durée.

Moctar : c'est donc plus durable ?

Géraldine: la question, c'est de savoir si on peut se comprendre, pour l'instant je pense que c'est difficile. Et le vocabulaire, les urgentistes commencent à intégrer du vocabulaire de développement. Ils ont des mots, mais de mots qui ne correspondent pas à la réalité de la question du développement, vraiment.

Moctar : de votre point de vue ?

Géraldine: du point de vue de ce qu'on observe, du point de vue de ce qu'on observe des actions et de ce qui change sur la durée.

Moctar : quand je dis de votre point de vue, je veux dire du point de vue de votre institution, évidemment.

Géraldine: Plus largement, parce que moi je ne suis pas dans cette institution depuis, j'ai 25 ans d'expérience professionnelle et je suis dans le développement depuis 25 ans mais je ne suis dans le GRDR depuis cinq ans. J'ai aussi une vision de bureau d'étude de bailleurs de fond et d'autres.

Rachel : Il y a quand même une, un côté un petit peu, ambigu, aujourd'hui, d'ailleurs, quand même, je me souviens, d'un séminaire dans les années nonante sur la question, sur le rapport urgence développement, cela ne date pas d'hier, mais aujourd'hui on a clairement des urgentistes qui font des activités, qui ne sont plus, justement, des opérations de crise, mais qui entre dans le développement, de mise en place de capacité, que ce soit de l'infrastructure, de la formation, de l'appui conseil, etc., qui sont plus de développement. Là où c'est ambigu, c'est que, effectivement, avec des outils de gestion, et des objectifs, de la culture de l'urgence. Ce qui donne, donc, de patins très courts pour faire de l'aménagement, faire de l'appui à l'agriculture, et cela peut poser un souci de pérennité, ce que les développeurs eux aussi ont, n'ont pas résolu tous les problèmes d'appropriation locale des aides, des appuis techniques, et tout ça. Mais, je vous donne un exemple, les urgentiste qui, on peut être une entrée de sécurité alimentaire, ils ne vont pas avoir une analyse ni du territoire, ni du point de vue des acteurs assez approfondi pour se rendre compte que, éventuellement, une action peut poser problème, plutôt qu'apporter des solutions. Vous donne un exemple, c'est toujours bien les petites histoires, c'est l'histoire d'une marre dans le Guidimaka qui s'appelle El Melga, il est assez réputée pour sa dimension et son histoire sur le bassin du Karakourou, à la frontière malienne. C'est un terroir qui est assez tôt, les habitants, avec leurs migrants, ont assez tôt eu l'intention d'aménager les ressources suite aux sécheresses, puis, on est dans la période post 89, où on se rencontre que l'on doit gérer les ressources qu'on a, donc, une réflexion porte sur l'aménagement de cette marre pour conserver ses eaux, et puis, il y a plusieurs usages autour de cette marre, il faut décider, c'est vrai que le GRDR était déjà pour la réflexion, mais c'était les premier cas pour l'organisation d'accompagnement d'un aménagement de cette dimension, donc, je dirais que ce qu'il s'est passé là n'est pas le résultat d'une méthode préconçues de la maison. La réflexion était, ben voilà, notre territoire est ce qu'il est aujourd'hui, il y a des anciens villages et des villages tout récents, vous connaissez l'histoire du sud de la Mauritanie. Et, qu'est-ce qu'on fait ? Comment on aménage ? Pour quel usage ? Comment on se partage tout ça ? La question était assez tendue à l'époque, ce qui fait qu'il y a eu des choix qui ont été fait. De faire une entente sur le faite qu'on aménage pas pour une

culture, on aménage pour le boisement, pour les animaux, pour la forêt, pour la pêche. Des usages sur des propres espaces commun mais pas de division des terres. C'est un choix qui a mis deux on pourrait être construit et qui visait la paix sociale. 20 ans après, une O.N.G. d'urgence reviens sur l'ouvrage en disant, « ben tiens, il faut le réhabiliter ». Les usagers sont, bien entendu, consentants, il aimait bien l'initiative mais urgentiste arrive avec l'idée de réhabiliter pour évidemment, la mettre en valeur de façon agricole, la mise en valeur égale l'agriculture. Donc voilà, ça, ça a fait le jeu d'une partie de la population qui était pour ça, mais en effaçant tout l'historique de gouvernance et d'accords qui étaient convenus et qui maintenait un état de coexistence. L'organisation, avec son a priori sécurité alimentaire agricole, ne s'est même pas rendu compte de ce qu'elle faisait en intervenants. Et voilà, la suite c'est un peu compliquée.

Moctar : il me reste encore deux petites questions. Quelle est la perception de la population locale de votre action ? Est-ce que vous avez les KPI vis-à-vis de bailleurs de fond ? Est-ce que vous avez des objectifs en terme de rentabilité sur le financement que vous engagez sur le terrain ?

Géraldine : Non. On a pas d'objectifs de rentabilité par rapport au financement qu'on engage sur le terrain. Les objectifs qu'on a, c'est d'améliorer, On ne mesure pas au niveau économique, on le mesure au niveau globale, de paix, de vie, de stabilité de population auprès desquels on intervient. On ne calcule pas, pas une vision libérale. On peut avoir cette approche-là plutôt sur les actions on va dire, plus économique d'insertion professionnelle, etc. Mais, pas de façon isolée, pour nous, comme le disait Rachel, l'économique c'est un tout, ce n'est pas une entrée unique et ce n'est pas le seul indicateur pour être sûre que les populations sont dans les bonnes conditions, appelle, et que les choses soient bien partagées. On a pas un taux de rentabilité, quelque chose qui soit de cet ordre-là. Votre autre question était ?

Moctar : la perception de la population locale...

Rachel : ce n'est pas évident de répondre à la place de gens. Il est vrai que, en fait, les actions étant beaucoup je suis en concertation, en concertation niveau des territoires, les communes, les intercommunalités, puis après, quand il s'agit de travailler à l'échelle d'un producteur, terroir. L'entrée est toujours par la compréhension de la vision des acteurs, de leurs enjeux, et puis après de la formulation de leurs besoins. Il y a quand même, a priori, un certain entre Guimet confort de population dans leur besoin d'être compris. Comme c'est une approche qui à ce souci-là, je pense qu'il n'y a pas trop de retour d'incompréhension.

Moctar : t'es une relation horizontale ? Vous construisez le projet ou l'action en collaboration avec la population bénéficiaire ?

Géraldine : c'est ça, voilà c'est ça, en construction avec. Et aussi, basé sur, peut-être, c'est là particularité de cette ONG, c'est qu'il y a derrière un ancrage territoriale, vraiment, avec des membres du comité d'orientation stratégique, des membres de l'association qui sont des Mauritanien, qui sont dans le territoire et qui sont dans chaque région, qui font partie d'une structure qu'on appelle le COS, de te dire, le comité d'orientation et de suivi. Ils sont partis prenante de nos actions, comme une association avec une base associative.

Rachel: Je voulais rebondir, par rapport à ce que disait Rachel, sur le terrain. Il y a plusieurs niveaux de personnes avec qui nous travaillons. Les personnes qui ont participé aux actions du GRDR depuis 20 - 30 ans. On s'aperçoit en fait, on a fait une évaluation des 20 dernières années du développement local sur ces zones-là. On s'aperçoit que les personnes qui ont démarré avec le GRDR ont, très vite, renforcé leurs capacités, et beaucoup de ces gens-là sont devenus maire ou ont pris des fonctions, des responsabilités dans le développement au niveau régional, au niveau national même parfois et que, il y a une réelle, on va dire, une reconnaissance, une forte reconnaissance de la part de toutes ces personnes sur le renforcement de capacités, de la compréhension du développement et l'accompagnement pour que les capacités de développement soit intégré au niveau personnel, des gens avec qui on a pu travailler. Cette perception-là, elle est très forte au niveau local, au niveau sous régional aussi et je pense aussi qu'on a une perception qui est assez intéressante aussi pour la population, du travail que nous faisons en transfrontalier, parce que comme nous sommes de part et d'autre des frontières, Mali, Mauritanie, Sénégal, en tout cas dans cette zone-là. On met aussi les populations en lien, et ce qui nous permet aussi de pouvoir travailler sur des accords entre pays aussi. Donc je pense, que niveau régional, en tout cas, il y a une perception qui est plutôt positive sur cette capacité à pouvoir mettre en lien de population et des autorités qui sont de part et d'autre des frontières. Alors, il y a un petit bémol, qui me semble intéressant pour le sujet. C'est que la grosse grosse contrainte, c'est qu'il faut gérer l'action par projet. Les projets, c'est quoi ? C'est tricoter des séquences accompagnement de processus sociaux en fonction des appels d'offres des bailleurs. Donc, il y en a un qui va parler résilience, l'autre qui va parler d'adaptation aux changements climatiques, l'autre crise et sortie de crise. Que font les animateurs sur le terrain ? On essaye de montrer aux partenaires et aux populations qui sont concernées qu'il y a une continuité. On n'est pas là pour ce projet, on est là pour ce processus mais, aujourd'hui c'est tel projet ! Il vient à la suite de tel autre ! Donc ça, déjà, c'est faisable. Ça montre un peu l'intelligence de l'organisation à mettre des wagons les uns derrière les autres... processus de longue durée. Par contre, il y a des réalités administratives très difficiles qui font que, par exemple, la grande initiative importante, réponse, qui accompagne le GRDR, qui presque, c'est co-construit avec Mauritanie, c'est l'intercommunalité du Karakorou qui travaille en transfrontaliers aussi. Donc ça, c'est un peu une initiative innovante qui est important pour la résilience, parce que la gouvernance environnementale qui est leur premier soucis, facteur de paix, facteur de coexistence sur le territoire, etc. Donc, l'intercommunalité du Karakorou, elle est pensée depuis les années 90, a été accompagnée par l'union européenne dans une phase de brève flexion d'aménagement concerté du bassin, du bassin transfrontalier. L'union européenne était hyper enthousiaste pour ne pas nommer les services et les personnes, bref, donc ça c'est les années 2005 2008. Ils sont très enthousiastes pour accompagner cette initiative, et puis après, plus rien, pour X ou Y raisons. Demain, on est en 2020, et le projet qui a pu prendre le relais c'est le projet changement climatique qui est né l'année dernière, et qui, en plus, ça ne s'intéresse pas qu'à leur zone. Donc, on n'a toujours pas pris, il y a 10ans qu'ils sont passés entre cette phase de réflexion de planification concertée et la suite de l'histoire. Donc, c'est là que les acteurs sur le terrain reprochent au GRDR, qu'est-ce que c'est que ce temps qui passe alors qu'on sait très bien votre intention, notre intention ? Et la réponse, elle est là, elle est qu'on ne peut pas concevoir les étapes comme on veut.

Moctar : La toute dernière question va porter sur l'évaluation de vos actions. Quel est votre fréquence d'évaluation sur ce que vous mettez en place, est-ce que c'est annuel, est-ce que ça porte sur trois ans ?

Rachel : On essaye d'avoir un outil en interne mais, avec de grandes difficultés de s'intéresser au suivi/évaluation quand on est en sous-effectif parce que c'est quand même une situation, assez chronique maintenant. Mais, il y a une obligation vis-à-vis du bailleur annuel, une évaluation financière et technique. Et là encore, la difficulté c'est que chaque projet doit faire son outil mais en même temps, on nous demande souvent dans le fonctionnement/programme de coller avec un système d'évaluation qui va être conçu par des experts qui sont au niveau « programme » hors du terrain. Et si possible, il faut que ça colle aussi avec le dispositif ministériel de tutelle. Donc, ça c'est chronophage et énergivore. Pour le programme actuel avec lequel moi je travaille, le problème ne se pose pas parce qu'ils n'ont même pas réussi à enclencher ça au niveau programme. En fait, c'est des outils qui pour tout le monde ne sont pas encore ergonomique, mais, c'est fondamental l'évaluation. Maintenant, de quelle évaluation on parle ? On essaye de mettre plus l'accent aussi sur l'aspect capitalisation, in vivo, au cours de route par exemple n'est pas évident à tenir mais pour l'apprentissage au sein des équipes avec les acteurs locaux des procès de concertation, des outils de planification collaborative dans le territoire. Ce sont des choses qu'on connaît mais qu'on est en train de mieux renforcer en termes d'outils, et puis, si on sait travailler au niveau communal, on se rencontre qu'au niveau du bassin versant ça a plus de sens tant politique qu'environnemental. Un bassin, c'est un espace d'écoulement des eaux, mais c'est aussi un espace d'intercommunalité qui aujourd'hui peut être une échelle intermédiaire importante pour le plaidoyer, pour dire à des services techniques, nous, les communes on aimerait avoir plus de consistance et, on a besoin que les services techniques fassent leur boulot, par exemple. On s'adresse à l'environnement, au développement rural, qui soit garant de l'application des lois, etc. Et donc, les communes seules, n'ont pas trop de force, c'est pour ça que en changeant d'échelle on essaye d'accompagner cette prise de pouvoir dans les gouvernements locaux, donc, on est en train d'innover, d'apprendre aussi les outils de capitalisation. Donc, ça aussi c'est important. Maintenant, l'évaluation ? C'est un peu bidon ! Parce que on nous évalue plutôt sur des indicateurs de résultats et, on ne sait pas très bien, on ne prend pas assez le temps de faire de vrais indicateurs de processus, et finalement de résilience. Là, on a réfléchi à des critères d'évaluation rapport à nos études de cas, donc c'est vraiment une approche inductive. Maintenant, ça, dans le narratif on va s'en servir, maintenant, je ne sais pas ce qu'on retient au final le partenaire bailleurs de fond. Mais effectivement, l'idée d'est d'avoir une approche plus systémique, plus territoriale et un peu moins quantitative. C'est un débat actuel. Il faut peut-être continuer d'insister...

Moctar : Dans les entretiens que j'ai pu faire, cette dimension-là est présente dans d'autres organismes qui souffrent un petit peu de ce manque d'uniformité des processus et des moyens évaluation.

Rachel : Voilà, on veut homogénéiser, standardiser mais après, on perd aussi le sens il y a un vrai travail à faire. Parce qu'on sait bien parfois, que les chefs de programme ce n'est pas des gens qui veulent du mal aux gens du terrain mais qui se disent on ne veut pas vous poser plus avec nos outils, mais ils ne sont quand même pas outillés forcément pour faire ça pour arriver à trouver une solution d'opérationnalité, de bonne mesure des phénomènes sur le terrain. En

tout cas, on peut avoir de bons résultats de l'évaluation en faisant rien du tout. Par exemple, des kilomètres de zones aménagées de récupération des sols par des aménagements de terrain. Ça, les projets qui ont des records super, mais moi ... mauvaise conception, mauvaise réalisation, tout est fait vite. Quand on parle aux gens après, effectivement pour eux, ils n'ont et pas été bien conçu bien utilisé, et donc c'est fini ! Par contre, ils ont décaissé, ils ont fait... ils ont des résultats en terme quantitatif de kilomètres de cordon qui sont extraordinaires. Et ils vont aller vers, je pense à un programme particulier, quand quelque chose est facile à mettre en œuvre quand quelque chose n'est pas conflictuel aussi sur le terrain, on met le paquet là-dessus, et laisse d'autres aspects plus complexes, comme les aspects de gouvernance locale des ressources.

Moctar : D'où le sens de ma question de tantôt pour l'évaluation à l'arrière-plan. Est-ce qu'il n'y a pas une dimension conséquentialiste ? C'est-à-dire, est-ce qu'on ne va pas investir dans des routes ou dans des projets qui vont être là, justifier économiquement. On modélise en tout petit peu le retour sur l'évaluation. Mais le vrai retour sur la population n'est pas mesuré de la même manière ou en tout cas, pas pris en considération...

Rachel : Moi, ma première ... c'est ça, le problème de la résilience, c'est en face de l'entrée économique, les critères d'évaluation, l'entrée infrastructure courttermiste et le problème est partagé entre les bailleurs, leur façon de mesurer les choses, et l'État aussi, les services de l'État, les ministères. Aujourd'hui par exemple, il me semble qu'on est, avec le nouveau gouvernement dans un souci d'efficacité. On a une directive qui est de montrer que vous êtes en train d'œuvrer dans vos secteurs. Mais, le piège c'est qu'on leur demande des comptes trimestriellement. Qu'avez-vous fait ? Et qu'est-ce qu'on leur demande de montrer ? Du matériel ! De l'infrastructure ! Du nombre d'unités mise en place ! Donc, c'est du chiffre sur du palpable, du concret, et on entend toujours dire montrer nous du concret. On a une vision très péjorative de l'expertise surtout réalisée par des experts qui débarquent, même s'ils sont très outillés. On craint que et l'argent et l'énergie des projets, le temps passe dans les études et on recommande aux projets de terrain : faites-nous du concret ! Tout l'aspect impalpable du matériel, de la gouvernance et des changements de paradigme n'est pas mesuré, pas valorisé. Donc moi, si j'avais à dire quelque chose aujourd'hui au président de la République, je lui dirais fait attention à ce que vous mesurez, ce que vous voulez. Essayer aussi de demander des comptes sur les efforts de consolidation de mode de gouvernance dans vos services, dans les communes et pas seulement des kilomètres de pont, de route, du nombre de coopérative équipée. Je suis assez persuadée, qu'ici c'est aujourd'hui possible, s'il y a une directive de très haut niveau, donc, un changement de paradigme de l'évaluation. On est enfin peut-être dans l'évaluation. La redevabilité commence à être la même d'un point de vue du secteur public, mais là, ça freine tous les élans à moyen terme de mise en place de dispositifs de gestion et du développement et de la...

Moctar : Moi, je crois que c'est une vision managériale de tout ce qui touche à l'humain et aujourd'hui, elle est mesurée par tout ce qui est économique, les KPI qu'on doit avoir. On doit construire quelque chose. Dans ce magma d'action, on perd l'essence même de l'action humaine et on oublie qu'on ne peut pas mesurer, comme vous dites, l'évolution du changement de mentalité. C'est ce qui outille les personnes à faire face aux difficultés. En réalité ce n'est pas les moyens économiques qui vont faire cela, en tout cas, pas tout seul.

Rachel : On a besoin aussi de pouvoir, parce qu'un bailleur est là aussi à long terme tel que les organisations, les institutions publiques, une rétro activité aussi qui est la mesure de l'impact parce que les projets qui durent 3 ans, quatre ans après, on a besoin de savoir ce qu'il se passe. Ici, on parle d'une route, les deux gros problèmes, quand même de taille. Par exemple, sur des routes qui ont désenclavé toute une région, par exemple celle du Guidimaka, il y a une dizaine d'années. Certes, d'un point de vue économique et commercial, cela a pu donner des effets positifs, et encore, de pénétration des produits d'importation, oui, mais l'inverse, ça a quand même condamné le maraîchage local qui était fragile. Mais, ça aussi complètement flingué, déstructuré les réseaux hydrographiques dans une région où tout fonctionne avec ça, ça a dégradé beaucoup de terre utile, si ce n'est des zones urbaines puisqu'on n'a pas pensé le ruban de goudron dans son espace hydrographique. Troisièmement, si le flux de produits internes, c'est plutôt l'explosion du charbonnage par camion. Et donc on a un impact négatif sur l'environnement du goudron dont on ne parle jamais. Ça, pour l'instant, personne ne mesure ça. Et puis après, on peut parler d'autres choses que les infrastructures routières. Il y a un autre problème, c'est que la population, les responsables locaux, ou aussi, des fois, dans la culture actuelle contemporaine du développement, sont un peu court sur la réflexion des impacts. Là, moi, je travaille sur la prospective territoriale, et qu'est-ce qu'on entend ? Tout le monde est d'accord pour développer les villes moyennes dans les communes parce que les campagnes se vident par défaut de capacité de cultiver sur les terres pluviales, pour X ou Y raisons, pour l'accès à l'éducation, il y a plein de choses. Donc, il faut travailler à l'urbanisation des zones rurales. Très bien ! Sauf que, si on ne pose pas la réflexion plus loin, tout le monde est content d'aller vivre en ville parce que il y a aujourd'hui un confort et de services que tout le monde prétend avoir accès, et, il y a une politique du regroupement de rationalisation de la mise en place des services sur des pôles pour éviter,..., qui était le fonctionnement de la mobilité et de la dispersion dans le Sahel, l'espace Sahélien, qui est justement, un élément de résilience fondamentale. Plus personne ne voit ça, même l'éleveur parfois jusqu'aux pasteurs parfois, c'est ça qui est étonnant. Sauf certains, qui savent encore quelle est la valeur de la mobilité, du pastoralisme. Ça va très loin dans les esprits, les gens sur le terrain disent, nous aussi on veut devenir des urbains ! même dans les villes tertiaires. Donc, le souci c'est ça, il ne s'agit pas seulement d'avoir la vision des acteurs, il faut pousser tout le monde à réfléchir. Où va-t-on ? Et même après, tout de suite après il y a la notion de sécurité des territoires. Juste derrière ! Donc l'occupation, c'était la politique de la banque mondiale, avec le PRAP, on est en train de relier la question de la sécurité du développement, l'Union européenne a même fait un programme qui porte ce nom. La résilience et la sécurité sont liés.

Moctar : ...

Rachel : En tout cas, il y a un rapprochement des approches de la sécurité militaire et l'appui des populations pour, en fait, finalement les conforter dans leur rapport à l'Etat, des gens qui sont dans les marges et pour reconnaître aussi leurs rôles de premiers sentinelles dans les territoires. Si ces gens là passent du côté obscur, c'est voilà ... maintenant, ça, c'est dans les politiques. Maintenant, la manière dont s'est mis en oeuvre sur le terrain, c'est autre chose. On ne sait pas faire, à mon avis. On ne sait pas s'occuper du pastoralisme. On ne connaît pas les pasteurs que les gens de la tradition connaissent, Mais, est-ce qu'on arrive à faire remonter au niveau des institutions politiques, qu'est-ce que le pastoralisme et comment l'accompagner ? La première action c'est de dire, le pastoralisme, il faut faire un maillage de

puits, comme ça, ils vont s'installer, ..., c'est pourquoi, il y a eu parfois des visions géométriques. On fait un quadrillage, et on met à chaque intersection un point d'eau. Le territoire n'est pas comme ça, les ressources ne sont pas homogènes et distribuées. Puis, il y a des risques de dégradation de territoire, il y a beaucoup de choses. On ne peut pas avoir une approche rationnelle, géométrique du terrain. Après, il y a beaucoup de choses à faire sur la mobilité, sur l'éducation de personnes mobiles. Il y a beaucoup de choses qui ont été déstructurées, qui sont à remettre en place et, pour l'instant c'est compliqué de prendre en charge dans des projets qui ont beaucoup d'argent, il y a de ça aussi. Il y a trop d'argent en fait il y a trop d'argent sur le terrain, d'ailleurs qui n'y arrive pas forcément. Quand on a les quatre plus grands bailleurs du monde sur une même région qui veulent faire la même chose, c'est ce qu'on a aujourd'hui. Puis, par exemple, ne s'intéresse plus maintenant seulement aux périmètres irrigués mais aux zones pluviales, donc que les zones plus fragiles, le pastoralisme, nous on a, la banque mondiale, l'union européenne le AFD tous, veulent faire la même chose. Nous, on se retrouve, en tant que ONG, à faire des projets, on part avec l'union européenne qui nous demande 20 %. Il faut le cofinancer avec l'AFD, avec je ne sais pas quoi, et ils ont chacun leurs exigences d'exclusivité, on devient fou !

Moctar : Le polyfinancement vous rend la vie difficile ?

Rachel : Le cofinancement qui pouvait être intéressant dans le sens où il faut, comme quand quelqu'un investit, que la personne apporte des fonds propres. C'est quoi les fonds propres ? Les fonds propres, sept, aujourd'hui c'est juste aller chercher l'argent chez un bailleurs. Il n'y a pas derrière une philosophie d'appropriation locale. Si les fonds propres étaient de valoriser ce qu'apporte les gens dans leur territoire dans le cadre du projet, du fond quand on a une activité, de la main-d'œuvre, pour X ou Y choses. Si on valorise tout ça, c'est intéressant, ça valorise tout le monde, ça montre qu'il y ait une contribution réciproque etc. Mais, ce cofinancement-là, c'est une bagarre de procédure entre bailleurs, et, il faut tricher pour des pièces administratives pour justifier qu'on a bien travaillé que sur ces 3 communes et pas sur tout ça. Ça pousse à la triche, au mensonge, parce que la logique procédurale du bailleur domine.

Moctar : Il y a une asymétrie entre les O.N.G. et les bailleurs ?

Rachel : Encore, une O.N.G. qui veut conserver son approche territoriale, peut-être, se casse plus la tête qu'une autre qui va dire, les bailleurs ne veulent que trois communes,... le GRDR non ! Non, nous on travaille sur le bassin du Karakourou, sur les processus sociaux politiques locales. Sauf que tels bailleurs ne veulent pas travailler sur cette échelle-là, ou, il veut qu'on travaille plus là, ou plus là. Et, ça se joue à coup de zone d'intervention et de ressources humaines distribuées. C'est peut-être parce qu'ils essayent de résister, avec une approche territoriale qu'ils sont plus en difficulté et peut-être plus qu'une autre. Mais, ce qui est dommage, si on part, Le GRDR a une très bonne réputation auprès de l'union européenne, ils veulent que, parfois, on leur explique nos approches territoire. Mais ici, ils sont les premiers à empêcher sa bonne mise en œuvre. Et la dernière question d'évaluation, je la rapproche à l'évaluation de l'union européenne aujourd'hui vient de mettre en exergue, c'est la question du success stories, qui est aussi un outil de communication où il faut montrer, effectivement, des processus, de témoignages de processus qui ont, avec le changement qui, sont dans le domaine, il a aussi c'est un peu aussi tordu à mon avis, il ne nous demande pas de success

stories lié à leur financement. C'est des success stories dans le territoire où on travaille. Ils récupérerait des histoires de : Un Monsieur Moussa qui a mise en place un champ de manguiers, qui était voué à l'abandon parce que sa famille avait d'autres préoccupations, même s'il n'a pas reçu 1 Ouguya du programme, on va le mettre en évidence comme étant un bon exemple à suivre, et, en termes de résilience, même les appels d'offres mettent en avant l'aspect « initiatives locales » limite initiative endogène comme étant une condition de la réussite de l'accompagnement au développement. C'est pour ça qu'il faut appuyer des gens qui sont déjà en initiative. Sauf que, après on cherche les initiateurs partout, on se les appropries, il n'y en a pas tant que ça, tout le monde va avoir les mêmes et on risque de les tuer en tant qu'initiateur, en tant que porteur d'argent par la médiatisation, il y a des gens qui, même, se méfient. Ils ne veulent pas trop être approché parce que, voilà. Ça c'est... Il y a donc plusieurs bonnes idées en termes de changement de paradigme, la question de la sécurité de développement, la question de l'initiative locale qui a accompagné, non pas venir avec une approche exogène. C'est la façon après de l'opérationnaliser ou de standardiser qui, finalement, peut-être, l'handicap.

Salutations

Annexe 5 : Interview Monsieur Ly Mamadou est expert pour le projet au PNUD

L'accompagnement des ruraux fait défaut, aucune politique rurale digne de ce nom n'a été mise en place. Seulement des mesures orphelines et conjoncturelles sans vision sur le moyen et le long terme sont prises. Les rapports de force au niveau de l'appareil politique définissent l'orientation à suivre. Ce n'est pas ainsi qu'on arrivera à faire émerger le monde rural de la pauvreté et la vulnérabilité dans lequel il est depuis toujours. Le plus grand problème dont souffre le monde rural aujourd'hui, comme vous le savez, c'est la question de la sécurité qui prive les ruraux des grands espaces de transhumance

Annexe 6 Interview Monsieur Khairy Mohamed est coordinateur du projet MINIGRIDS

Le projet que nous réalisons est constitué de deux parties, une partie stratégique et une partie opérationnelle d'ingénierie. C'est pour dire que c'est un projet d'élite avec des retombées socioéconomiques avérées. Dans sa phase de formulation le niveau citoyen y est de façon cadré pour le diagnostic de l'accès à l'énergie et les conditions socioéconomiques des populations cibles

Cela va sans dire que l'approche participative est mieux adaptée qu'une approche « top-down ». L'approche participative permet l'adhésion de toutes les parties prenantes à l'action et donc les incarne et devient leur symbole. Ils se convertissent en ses défenseurs alors que le « top - down » suscite la septicité de la majorité car souvent non concerté

Annexe 7 : Interview Monsieur Babe Fall Yedali est le premier responsable exécutif de l'ONG « au secours »

« Nous encourageons les bénéficiaires à bien intégrer la gestion des risques des aléas climatiques dans leur mode de vie. Nous vivons dans un monde impacté par le changement climatique et nous pensons que cet impact ne fera qu'augmenter. La seule façon est d'anticiper les catastrophes dans la mesure du possible

Les aspects bénéfiques de la participation sont multiples. Le respect et la garde du patrimoine installé, le suivi de la continuité et de la qualité du service, l'appropriation citoyenne du projet d'une façon générale, etc. Les aspects les plus difficiles à gérer en Mauritanie sont les disparités ethno-sociales et le genre dans la société conservatrice